

En sortant de la CEDH, la Russie «s'isole davantage du monde démocratique» : quelle blague !

écrit par Jules Ferry | 14 septembre 2022



La Secrétaire générale du Conseil de l'Europe, Marija Pejcinovic Buric

En sortant de la CEDH, la Russie «s'isole davantage du monde démocratique»

À quelques jours de la sortie de la Russie de la [Convention européenne des droits de l'homme](#), **le Conseil de l'Europe a regretté lundi 12 septembre que Moscou «s'isole encore davantage du monde démocratique».** [Le Figaro](#)

En sortant de la CEDH, la Russie «s'isole davantage du monde démocratique» ?

Et si, au contraire, elle montrait la voie ?

La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) pourrait dès aujourd'hui obliger la France à « rapatrier » les familles de djihadistes !

Comme si la France ne pouvait pas savoir seule ce qui est bon ou nocif pour elle !



Le camp d'Al-Hol, dans le nord-est de la Syrie.

La Cour avait été saisie par deux couples de Français qui avaient demandé aux autorités françaises le rapatriement de leurs deux filles, compagnes de djihadistes, et de leurs trois petits-enfants.

La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) rend ce mercredi 14 septembre un arrêt très attendu sur le rapatriement de familles de djihadistes français, deux mois après que Paris, longtemps très réticent à faire revenir ses ressortissants partis faire le djihad en Syrie, a ramené 35 mineurs et 16 mères.

La Grande chambre, formation suprême de la juridiction européenne, rendra sa décision à 11H00 (09H00 GMT), un an après l'audience qui s'était tenue fin septembre 2021.

La Cour avait été saisie par deux couples de Français qui avaient demandé en vain aux autorités françaises le rapatriement de leurs filles, deux jeunes femmes compagnes de djihadistes, et de leurs trois enfants.

Les quatre requérants soutiennent que ce refus viole plusieurs articles de la Convention européenne des droits de l'Homme, texte que la CEDH est chargée de faire respecter, en exposant notamment leurs filles et petits-enfants à des «traitements inhumains et dégradants».

La décision du bras judiciaire du Conseil de l'Europe sera scrutée bien au-delà de la France car elle concerne également les centaines de ressortissants européens actuellement détenus en Syrie.

[Le Figaro 14 sept. 2022](#)

La notion de droits humains est à géométrie très variable. On l'a vu avec Der Leyen faisant des courbettes à L'Azerbaïdjan pour un peu de gaz.

Rappelons que des Etats aussi démocratiques que la Turquie sont membres de la CEDH..

La Turquie – autocratique, violant de manière infâme les droits de l'homme et systématiquement corrompue – ne pose aucun de problème aux pays occidentaux.

Et pourtant **...la Turquie est (entre autres) un état méga-terroriste.**

La Turquie méga-terroriste

Aucun analyste objectif ne conteste que la Turquie soutient depuis longtemps Daesh et d'autres groupes terroristes.

Le chef de la lutte contre le terrorisme en Turquie de 2010 à 2013, Ahmet S. Yayla, [a reconnu](#) en 2020 que "la Turquie était une **plaque tournante pour... plus de 50 000 combattants étrangers de Daesh**, et la principale source de matériel logistique de Daesh [y compris] les engins explosifs

improvisés, faisant de la Turquie et de Daesh des alliés de fait”.

Le [Dr David L. Phillips](#), expert en terrorisme et conseiller du département d'État, dirige le programme de consolidation de la paix et des droits de l'homme de l'université Columbia. Il a confirmé **l'alliance de la Turquie avec Daesh** : [Liens Daesh-Turquie \(2014\)](#) et [Commerce de pétrole Turquie-Daesh \(2015-2016\)](#).

Le [NY Times](#) (2014) : " Les responsables des services de renseignement occidentaux ... suivent les **expéditions de pétrole de Daesh ... vers la Turquie** ", [qui n'a] pas réussi à " aider à étouffer le commerce du pétrole. "

Dans son ouvrage ***La Turquie, un Etat qui sponsorise le terrorisme*** ([A State Sponsor of Terrorism](#)) (2021), Phillips documente à nouveau le parrainage des terroristes par Ankara. Si un "pays non membre de l'OTAN se comportait comme la Turquie, il mériterait d'être désigné comme un **État parrain du terrorisme**", comme l'Iran et la Corée du Nord.

Le département d'État et le département du Trésor des États-Unis (2021) [affirment](#) que la Turquie est **[une plaque tournante financière pour Daesh/al-Qaïda](#)**. Pourtant, Washington n'a pénalisé que quelques individus et entreprises turques, avec un effet minime.

En 2020, la Turquie [a transporté](#) des milliers de **[mercenaires terroristes](#)** en Azerbaïdjan pour attaquer l'Artsakh/Nagorno-Karabagh, peuplé d'Arméniens, et l'Arménie. Parmi eux figuraient le criminel de guerre et ancien commandant de Daesh [Sayf Balud](#) et des [commandants de la brigade Sultan Murad](#) – dont plusieurs sont des meurtriers et des violeurs.